

L'hon. M. Pepin: Le député de Crowfoot voudrait peut-être me renvoyer enseigner à l'université. Il devrait peut-être y aller aussi. Le communiqué mentionne de graves pressions et la nécessité de consulter bilatéralement les gouvernements étrangers, afin d'apporter une certaine stabilité aux marchés mondiaux. Ce matin, le secrétaire d'État aux affaires extérieures a exprimé l'espoir qu'une réunion des exportateurs à l'échelon ministériel aura lieu sous peu...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le ministre prononce maintenant un discours.

L'hon. M. Stanfield: Je ne crois pas avoir besoin d'un cours du ministre, même si je sais gré...

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Je lui poserai une question directe que les nombreuses années qu'il a passées à l'université l'ont sûrement préparé à comprendre, s'il veut bien y réfléchir. Répondra-t-il à ma question et me dira-t-il si le Canada a décidé, à Washington, que les prix actuels devraient être maintenus? Nous dira-t-il si le Canada a demandé aux ministres, à Washington, d'adopter cette position, et ont-ils acquiescé? Si le ministre n'est pas disposé à répondre à cette question, je devrai conclure qu'il veut l'éluider.

Des voix: Règlement.

L'hon. M. Pepin: Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. L'honorable représentant nous a donné ce matin une leçon de 15 minutes sur la rédaction de communiqués. Je lui en donne une sur la lecture des communiqués.

M. l'Orateur: A l'ordre. Nous n'avancions pas très vite.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Le ministre va-t-il descendre de son trône, renoncer à son insolence calculée envers le Parlement, et répondre à la question?

M. l'Orateur: Le très honorable représentant n'arrange pas les choses.

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Diefenbaker: Je demande au ministre de rétablir les faits et de les exposer tels qu'ils sont. Le gouvernement canadien a-t-il vivement protesté auprès des membres du cabinet des États-Unis contre la politique américaine qui consiste à vendre le

[L'hon. M. Pepin.]

blé moins cher que le prix fixé dans l'accord international? Qu'ont dit les représentants canadiens? Les États-Unis ont-ils promis de cesser d'agir d'une manière préjudiciable aux producteurs de blé canadien comme ils le font?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, beaucoup d'exportateurs vendent en ce moment au-dessous du prix fixé.

Des voix: Répondez à la question.

L'hon. M. Pepin: C'est une chose que font tous les exportateurs.

Des voix: Répondez à la question.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Peut-être pourrait-on laisser le ministre répondre.

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, les députés n'ignorent sans doute pas que, le 14 mars, j'ai dit ici même que nous deviendrions tout à fait compétitifs.

Le très hon. M. Diefenbaker: Mais depuis, le gouvernement n'a rien fait.

L'hon. M. Pepin: Nous sommes devenus compétitifs au niveau, le plus haut possible. Nous faisons concurrence à certains pays exportateurs, encore que la France vende au plus bas prix. Notre attitude est une attitude réfléchie. A Washington, nous avons fortement préconisé la stabilité et fait remarquer que la baisse actuelle des prix du grain n'était ni dans l'intérêt du Canada ni dans celui du reste du monde. Nous avons largement appuyé l'idée d'une plus grande coordination et d'une plus grande collaboration entre les exportateurs afin d'enrayer ce désastreux mouvement de baisse.

Le très hon. M. Diefenbaker: J'ai enfin réussi à obtenir une réponse, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait-il maintenant nous dire quelle attitude ont adoptée les représentants des États-Unis, à moins que cette attitude n'ait été telle que le ministre préfère garder la chose confidentielle?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, je pense que tout cela devrait rester confidentiel. Les gens là-bas sont très intelligents. Ils s'expriment bien et sont tout à fait capables de défendre leur point de vue. Le très honorable représentant m'a demandé quelle était la position du gouvernement canadien. Nous avons manifesté notre volonté d'empêcher les prix de baisser. Nous nous efforçons, pour l'instant, de susciter la collaboration entre exportateurs. Certains n'en ont pas témoigné autant que d'autres et nous sommes en train d'essayer de redresser cette situation.